

MESSAGE N° 294 *13 décembre 2011*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi
sur la protection des animaux (LCPA)

Nous avons l'honneur de vous adresser le présent message à l'appui d'un projet de loi sur la protection des animaux.

1. INTRODUCTION

La loi fédérale sur la protection des animaux, qui datait de 1978, a été remplacée par une version plus récente. La loi fédérale sur la protection des animaux du 16 décembre 2005 (ci-après: LPA) est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2008. Son ordonnance fédérale d'exécution a quant à elle été adoptée le 23 avril 2008; elle est également entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2008.

De manière générale, la nouvelle législation fédérale a été conçue de manière à ne pas élever ni abaisser le niveau de protection des animaux existant en Suisse sur la base de la loi de 1978. Globalement toutefois, la révision visait principalement à en améliorer l'exécution, d'une part en introduisant de nouveaux instruments, et d'autre part en donnant des directives aux organes d'exécution relatives à leurs structures.

La nouvelle réglementation fédérale a également été conçue dans le but de respecter, autant que possible, la règle selon laquelle une loi doit contenir les principes du domaine à réglementer et l'ordonnance les réglementations détaillées.

La mise à jour de la législation fédérale entraîne celle de la législation cantonale.

2. NIVEAU LÉGISLATIF APPROPRIÉ

Faut-il régler les dispositions d'exécution de la législation fédérale sur la protection des animaux par la voie d'un règlement ou par celle d'une loi d'application? Cette question s'était déjà posée d'emblée en 1986, lorsqu'il s'était agi de remplacer la loi (cantonale) du 8 mai 1968 sur la protection des animaux.

Le Conseil d'Etat avait alors opté pour la deuxième solution, maintenant ainsi, dans le strict cadre posé par le droit fédéral, la prérogative du Grand Conseil de légiférer sur la protection des animaux. Dans les faits toutefois, il convient de le relever, la loi cantonale consistait déjà en une pure loi d'application de la législation fédérale. La situation n'est pas vraiment différente à l'heure actuelle. La législation fédérale n'a, on s'en doute, pas perdu en précision, et la marge de manœuvre des cantons en la matière, déjà quasiment inexistante en 1986, s'est encore réduite.

Comme la marge de manœuvre cantonale est extrêmement faible, et comme le Conseil d'Etat devra dans tous les cas proposer une loi au parlement, ne serait-ce que pour abroger l'actuelle loi cantonale d'application (LALPA¹), il a choisi de soumettre au Grand Conseil un nouveau projet de loi sur la protection des animaux contenant tous les éléments susceptibles, le cas échéant, de trouver

¹ Loi du 17 septembre 1986 d'application de la législation fédérale sur la protection des animaux.

leur place dans une telle loi (par exemple les attributions de compétences), mais aussi d'éventuelles mesures strictement cantonales (par exemple des soutiens à certaines activités de protection des animaux).

3. MODIFICATION DE LA LOI SUR L'AGRICULTURE

Il est apparu opportun, dans les dispositions finales de la loi, de modifier partiellement la loi sur l'agriculture. La préservation des abeilles, dont certaines colonies disparaissent souvent de manière inexplicite, et la préservation de la pureté de certaines races d'abeilles, sont en effet des problèmes importants et qui se posent de manière récurrente. Il est nécessaire de leur trouver des solutions.

Il convient de prévoir, dans la loi, les instruments permettant non seulement de préserver les ruchers, mais également les races d'abeilles d'éventuelles contaminations génétiques.

4. RÉSULTATS DE LA CONSULTATION SUR L'AVANT-PROJET DE LOI D'INTRODUCTION DE LA LÉGISLATION FÉDÉRALE SUR LA PROTECTION DES ANIMAUX

L'avant-projet de loi, accompagné de son rapport explicatif, a été mis en consultation publique du mois d'avril 2011 jusqu'à la fin du mois de juin 2011. Il comprenait alors, dans ses dispositions finales, de nombreuses propositions de modification de la loi sur la détention des chiens. La dernière prise de position, émanant de la «Ligue suisse contre la vivisection» a été reçue le 26 septembre 2011.

La consultation a fait l'objet de 34 réponses des instances cantonales, communes, associations et partis politiques (ci-après: intervenants).

Le volet «détention des chiens» de l'avant-projet de loi a fait l'objet de nombreuses remarques, ayant essentiellement trait à des questions de principe concernant la répartition des tâches entre non seulement le service en charge des affaires vétérinaires et les préfets, mais également par rapport aux communes. D'autres réflexions en lien avec les aspects fiscaux et pénaux de la LDCh ont par ailleurs dernièrement été émises. Dans ces circonstances, il a été décidé de faire de la révision de la LDCh un projet séparé, pour lui-même; il sera vraisemblablement intégré au projet de répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Les aspects problématiques de répartition de certaines tâches en matière de «fiscalité canine» seront en principe, dans l'intervalle, réglés par le biais de Directives internes.

S'agissant de l'application de la législation fédérale sur la protection des animaux, objet du présent message, il appert que dans leur grande majorité les intervenants souscrivent aux grandes lignes de la révision.

Les remarques ont essentiellement porté sur la possibilité éventuelle, pour les entreprises ou organismes privés, de remplir des tâches en lien avec la protection des animaux, ainsi que sur les voies de droit y relatives. La question de la composition de la Commission pour l'expérimentation animale a également été abordée. La question de la manière selon laquelle le service spécialisé en la matière

exigé par le droit fédéral pourrait requérir la collaboration des communes a également été soulevée.

Les autres remarques avaient principalement trait à des questions de formulation ou de détail ou consistaient, à quelques reprises, en des propositions d'ajout de nouvelles règles. Ces remarques ont été prises en compte chaque fois qu'elles pouvaient s'insérer harmonieusement dans le projet ou permettaient de l'améliorer.

5. COMMENTAIRE DES ARTICLES DU PROJET

Article 1

L'article 1 al. 1 et 2 ne nécessitent pas de commentaires particuliers. Tout au plus peut-on rappeler que le but de la loi fédérale est, en particulier, celui d'épargner les mauvais traitements qui entraînent des douleurs et des maux aux animaux, et que les animaux concernés ne sont que ceux qui peuvent effectivement ressentir des douleurs ou des maux, ou dont on sait qu'ils sont doués de cette faculté.

S'agissant de l'alinéa 3, il y a uniquement lieu de relever que la loi sur la détention des chiens est une loi qui vise non pas la protection des chiens, mais bien celle de l'humain. Il s'agit d'une loi conçue pour garantir la sécurité publique. Toutefois, étant donné qu'un amalgame entre les buts de la législation en matière de protection des animaux et certains projets de loi en matière de détention des chiens a parfois été fait, il semble opportun de réserver expressément la législation cantonale sur la détention des chiens dans la présente loi.

Il en sera en principe de même dans le règlement d'exécution, ce pour les mêmes raisons.

Article 2

Le système actuel (cf. art. 1 LALPA) prévoit que les organes chargés de l'exécution de la LPA sont le Conseil d'Etat, la Direction dont relève la protection des animaux (ci-après: la Direction), le Service vétérinaire (NB actuellement: Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires; ci-après: SAAV), la Commission cantonale des expériences sur les animaux et les préfets.

Le projet retient, comme organes d'exécution, le Conseil d'Etat (al. 1 let. a), la Direction (al. 1 let. b), le ou la vétérinaire cantonal-e (al. 1 let. c) qui doit être le ou la responsable (art. 5 al. 1) du service cantonal spécialisé prévu par le droit fédéral (al. 1 let. d), ainsi que la Commission pour l'expérimentation animale (al. 1 let. e). S'agissant des préfets, il est proposé que par rapport à la situation actuelle, ils soient déchargés de leurs tâches d'exécution en matière de protection des animaux. Cela leur permettra de se consacrer à des tâches de proximité plus en rapport avec le développement de leur district. Ils pourront par contre être appelés, comme les communes d'ailleurs et d'autres unités administratives de l'Etat, à collaborer avec le service spécialisé (cf. art. 7).

Article 3

La politique en matière de protection des animaux peut avoir une influence très importante, non seulement pour les exploitations agricoles détenant des animaux de rente, mais également pour nombre d'autres secteurs économiques. Des consultations dont l'objet peut parfois sembler *a priori* uniquement technique ont souvent dans les

faits une portée politique car elles peuvent entraîner des conséquences importantes, voire très importantes, sur de nombreux secteurs d'activité. Dans ces circonstances, comme en matière de politique agricole d'ailleurs (cf. art. 5 let. c de la loi du 3 octobre 2006 sur l'agriculture – RSF 910.1), il convient de prévoir expressément qu'il appartient au Conseil d'Etat, et non pas à la Direction en charge de la protection des animaux ou au service spécialisé, de se déterminer au nom du canton sur de telles questions (art. 3 al. 1 let. a).

Comme le permet le droit fédéral, le canton peut associer des organisations ou des entreprises privées à l'exécution de la législation fédérale sur la protection des animaux (art. 3 al. 1 let. b). Cela pourra éventuellement concerner des tâches de contrôle, tâches formellement dévolues actuellement aux préfets (art. 3 LALPA actuelle), mais aussi des tâches de garde d'animaux trouvés ou séquestrés (refuge d'animaux, chenil, éventuellement abris pour animaux de rentes, etc.).

Il doit appartenir au Conseil d'Etat de nommer les membres de la Commission pour l'expérimentation animale et de préciser si nécessaire, dans le cadre du droit fédéral s'entend, les tâches et compétences de cette commission et de ses membres (art. 3 al. 1 let. c).

Enfin, quand bien même le droit fédéral fixe un certain cadre concernant la perception par les cantons d'émoluments en matière de protection des animaux (cf. art. 219 de l'ordonnance fédérale sur la protection des animaux; RS 455.1), celui-ci doit être affiné en fonction, notamment, de la politique cantonale en la matière; c'est l'objet de l'article 3 al. 1 let. d.

Article 4

Il appartient à la Direction en charge de la protection des animaux d'exercer la surveillance de l'application de la législation en matière de protection des animaux. Le ou la vétérinaire cantonal-e lui étant subordonné-e, elle peut exercer cette surveillance non seulement par le biais de rapports ou contrôles, mais également par l'intermédiaire des procédures de recours hiérarchiques ou encore d'instructions (art. 4 al. 1).

Dans la mesure où, de par l'article 7 al. 1 de la loi sur la sécurité alimentaire (cf. ci-dessous), le ou la vétérinaire cantonal-e est intégré-e dans une unité administrative réunissant notamment ses compétences et celles du ou de la chimiste cantonal-e, le service spécialisé dont il est responsable doit également y être intégré. Il convient que l'autorité hiérarchique supérieure de ces deux entités veille notamment à la coordination de leurs activités, coordination voulue par la loi sur la sécurité alimentaire. Il est opportun que cette tâche de la Direction ressorte expressément de la loi (art. 4 al. 2).

L'alinéa 3 ne nécessite pas de commentaires particuliers.

Article 5

En matière de protection des animaux, le droit fédéral exige l'institution par les cantons d'un service spécialisé dont le responsable doit être le ou la vétérinaire cantonal-e (art. 33 LPA).

L'article 7 al. 1 de la loi du 13 juin 2007 sur la sécurité alimentaire (RSF 821.30.1) prévoit que «*Les personnes exerçant les fonctions de chimiste cantonal et de vétérinaire cantonal sont intégrées dans le Service. Elles exécutent les tâches qui leur sont confiées dans leur domaine*

respectif par la législation fédérale [...]». Le Service précité est, à teneur de l'article 6 al. 1 de la loi du 13 juin 2007 sur la sécurité alimentaire, l'unité administrative chargée de l'ensemble des activités de contrôle étatique des denrées alimentaires.

Il s'ensuit que le service spécialisé exigé par le droit fédéral doit, comme c'est d'ailleurs le cas depuis l'adoption de la loi sur la sécurité alimentaire, être intégré à l'unité administrative précitée (actuellement: Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires). Pour des raisons de transparence, il est nécessaire de mentionner ce principe d'organisation dans la présente loi.

Article 6

Il s'agit là de l'exécution de l'article 34 LPA. Ainsi que l'exige le droit fédéral, et le projet de loi le répète, la Commission cantonale des expériences sur animaux doit être indépendante de l'autorité décisionnelle et les organisations de protection des animaux devront y être équitablement représentées. Le projet fixe de 7 à 9 le nombre de spécialistes appelés à fonctionner dans cette commission; ces spécialistes devront notamment être issus du monde scientifique, mais pas exclusivement.

Article 7

Le projet de loi centralise les compétences et les responsabilités en matière de protection des animaux autour du service spécialisé, comme le demande le droit fédéral. Comme il n'est cependant pas possible pour ce service, sous peine de risquer une multiplication de ses effectifs, d'être continuellement sur le terrain, il convient de prévoir dans la loi la possibilité pour le Conseil d'Etat de prévoir, par voie réglementaire, les formes et modalités de collaboration du service spécialisé avec les communes, les préfets et les (autres) unités administratives de l'Etat.

De même, afin d'accélérer les interventions, il est proposé que le Conseil d'Etat puisse habiliter le service spécialisé à requérir directement l'aide de la police cantonale, soit sans avoir à passer par une autorité judiciaire.

Article 8

Cet article ne fait que déterminer l'autorité compétente pour conclure des conventions d'objectifs avec la Confédération. Il est proposé qu'il s'agisse du Conseil d'Etat.

Article 9

Il arrive fréquemment que des animaux sauvages blessés (par exemple à cause d'un accident de la circulation) ou malades soient signalés aux services compétents de l'Etat. Il est important et conforme à l'esprit de la législation fédérale que l'Etat puisse favoriser la recherche de ces animaux, afin si possible non seulement de leur éviter des souffrances inutiles, mais aussi et surtout pour éviter, s'ils sont malades, la propagation d'éventuelles épizooties. La recherche d'animaux blessés à cause d'un accident de la circulation pourrait par exemple se faire en attribuant, au cas par cas, des mandats de recherche à des conducteurs de chiens de rouge.

Article 10

Il convient, par souci d'efficacité mais aussi de transparence, d'habiliter le service spécialisé à traiter des données relatives aux détenteurs d'animaux domiciliés dans le canton. Ce traitement devra bien entendu se faire en

conformité avec la législation sur la protection des données.

Article 11

L'article 11 al. 1 prévoit, pour les voies de droit, le système ordinaire du CPJA. Cela signifie d'abord, puisque l'article 116 al. 1 du Code de procédure et de juridiction administrative (CPJA; RSF 150.1) peut être compris de manière assez large (utilisation de la notion de service au lieu de celle d'unité administrative subordonnée), que les décisions qui seront rendues par le service spécialisé continueront à être sujettes à recours direct devant la Direction dont il dépend.

L'alinéa 2 de l'article 11 *in fine* prévoit une voie de droit spéciale par rapport au CPJA en ce qui concerne les décisions sur réclamations qui pourraient être rendues, en matière d'émoluments, par des organisations ou des entreprises (privées). Ces dernières seraient sujettes à recours préalable devant la Direction compétente. Ce mode de faire permettra à la Direction d'avoir un contrôle sur les émoluments éventuellement perçus par les organisations ou les entreprises (privées).

Articles 12, 13 et 14

Ces articles ne nécessitent aucun commentaire particulier.

Article 15

L'article 15 propose des modifications de la loi sur l'agriculture (LAgri).

Article 39a (nouveau) LAgri

Dans son rapport agricole quadriennal 2009, l'Etat de Fribourg avait notamment relevé vouloir atteindre les objectifs suivants en matière de politique apicole:

- a) renforcement de l'information en matière de lutte contre les épizooties afin de diminuer les pertes dues aux parasites des abeilles;
- b) maintien des efforts de formation et d'information en collaboration avec les organisations apicoles et
- c) amélioration de la formation des apiculteurs qui exercent cette activité à titre de loisir. Le renforcement de la lutte contre les épizooties par une meilleure formation et un meilleur suivi sanitaire des ruchers est une des priorités fixées par le canton dans le secteur de l'apiculture.

La problématique de la mortalité des abeilles est hautement préoccupante. L'article proposé permettra à l'Etat de soutenir les initiatives permettant la sauvegarde, le maintien ou la promotion des colonies d'abeilles. Le soutien dont il est question à l'article 39a du projet pourrait se concrétiser soit par des aides financières, proposées par la voie budgétaire, soit au cas par cas par des soutiens logistiques de la part de certaines unités administratives de l'Etat.

Article 39b (nouveau) LAgri

Afin d'éviter une pollution génétique causée par des mâles indésirés et de promouvoir ainsi l'élevage d'abeilles en race pure, il y a lieu de favoriser les fécondations entre reines et faux bourdons issus d'une sélection rigoureuse. Les apiculteurs doivent dès lors pouvoir implanter les stations de fécondation dans une

région exempte de tout rucher, dans la mesure du possible en altitude et cernée par des obstacles naturels comme un lac, une forêt ou des montagnes.

Le périmètre de protection, dans lequel toute transhumance ou installation de colonies d'abeilles sera interdit, sera délimité par la Direction en charge de l'agriculture.

6. INCIDENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL

Le présent projet n'induit pas d'incidences financières particulières. Des moyens financiers ne seront dégagés que très ponctuellement, ceci en vue de favoriser la réalisation des objectifs fixés à l'article 9 du projet (recherche d'animaux sauvages blessés ou malades) et à l'article 39a de la loi sur l'agriculture (sauvegarde, maintien ou promotion des colonies d'abeilles).

Il n'aura par ailleurs aucune incidence sur la dotation en personnel, car le service concerné dispose d'ores et déjà du personnel suffisant pour mener à bien les diverses tâches qui lui incombent en matière de protection des animaux.

7. INFLUENCE DU PROJET SUR LA RÉPARTITION DES TÂCHES ÉTAT-COMMUNES

Le présent projet de loi n'a aucune influence substantielle sur la répartition actuelle des tâches entre l'Etat et les communes.

8. CONFORMITÉ AU DROIT FÉDÉRAL ET EUROCOMPATIBILITÉ

Les modifications ou adaptations concernées par le présent projet de loi sont conformes au droit fédéral.

Ce projet de loi ne rencontre par ailleurs aucune incompatibilité avec le droit européen.

9. DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet ne fait qu'appliquer une loi fédérale conçue dans le respect des principes du développement durable.

BOTSCHAFT Nr. 294 *13. Dezember 2011* **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Entwurf des Tierschutzgesetzes (kTSchG)**

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zum Entwurf des Tierschutzgesetzes.

1. EINLEITUNG

Das eidgenössische Tierschutzgesetz von 1978 ist durch eine neuere Version ersetzt worden. Das eidgenössische Tierschutzgesetz vom 16. Dezember 2005 (TSchG) ist am

1. September 2008 in Kraft getreten. Die Vollzugsverordnung des Bundes zu diesem Gesetz wurde am 23. April 2008 verabschiedet; sie trat ebenfalls am 1. September 2008 in Kraft.

Im Allgemeinen wurde die neue Bundesgesetzgebung so konzipiert, dass das auf dem Gesetz von 1978 basierende Schutzniveau der Tiere in der Schweiz weder gesenkt noch erhöht werden sollte. Insgesamt jedoch wollte die Revision in erster Linie den Vollzug verbessern, indem sie einerseits neue Instrumente einführte und andererseits strukturelle Vorgaben für die Vollzugsorgane machte.

Bei der Ausarbeitung der neuen Regelung auf Bundesebene wurde ausserdem soweit als möglich der Maxime Rechnung getragen, wonach ein Bundesgesetz die Grundsätze des Regelungsbereichs, die Verordnung die Detailregelungen enthalten sollen.

Die Aktualisierung der eidgenössischen Gesetzgebung macht eine Aktualisierung der kantonalen Gesetzgebung erforderlich.

2. STUFENGERECHTIGKEIT

Sind die Vollzugsbestimmungen zur eidgenössischen Tierschutzgesetzgebung in einem Reglement oder einem Ausführungsgesetz festzuschreiben? Diese Frage stellte sich bereits 1986, als es darum ging, das (kantonale) Tierschutzgesetz vom 8. Mai 1968 zu ersetzen.

Der Staatsrat hatte sich damals für die zweite Lösung entschieden und somit das Vorrecht des Grossen Rates beibehalten, in dem vom Bundesrecht genau vorgegebenen Rahmen im Bereich Tierschutz zu legislieren. Tatsächlich handelte es sich beim kantonalen Gesetz schon damals um ein reines Ausführungsgesetz zur eidgenössischen Gesetzgebung. Die Situation ist heute nicht wesentlich anders. Die eidgenössische Gesetzgebung hat, wie man sich denken kann, nichts an Präzision eingebüsst und der Handlungsspielraum der Kantone in diesem Bereich, der bereits 1986 praktisch inexistent war, ist noch kleiner geworden.

Da der Handlungsspielraum des Kantons sehr klein ist und der Staatsrat dem Parlament auf jeden Fall ein Gesetz unterbreiten muss, sei dies auch nur, um das geltende kantonale Ausführungsgesetz (AGTSchG¹), aufzuheben, entschied er sich dafür, dem Grossen Rat einen neuen Entwurf eines Tierschutzgesetzes zu unterbreiten, in dem alle Elemente enthalten sind, die gegebenenfalls in einem solchen Gesetz Eingang finden würden (beispielsweise die Zuordnung von Zuständigkeiten), aber auch allfällige rein kantonale Massnahmen (beispielsweise die Unterstützung gewisser Tierschutzaktivitäten).

3. ÄNDERUNG DES LANDWIRTSCHAFTSGESETZES

Es schien angebracht, in den Schlussbestimmungen des Gesetzes eine Teiländerung des Landwirtschaftsgesetzes vorzunehmen. Die Erhaltung der Bienen, von denen gewisse Völker auf oft unerklärliche Weise eingehen, und die Erhaltung der Rassenreinheit bestimmter Bienen sind

¹ Ausführungsgesetz vom 17. September 1986 zur Bundesgesetzgebung über den Tierschutz.

wichtige und immer wiederkehrende Probleme, für die eine Lösung gefunden werden muss.

Es ist daher angebracht, im Gesetz die Instrumente vorzusehen, die es ermöglichen, nicht nur die Bienenstöcke zu erhalten, sondern auch die Bienenrassen von allfälliger genetischer Vermischung zu bewahren.

4. ERGEBNISSE DER VERNEHMLASSUNG ZUM VORENTWURF DES EINFÜHRUNGSGESETZES ZUR EIDGENÖSSISCHEN TIERSCHUTZGESETZGEBUNG

Der Gesetzesvorentwurf und der erläuternde Bericht dazu sind von April bis Ende Juni 2011 in die Vernehmlassung gegeben worden. Seine Schlussbestimmungen enthielten damals zahlreiche Vorschläge zur Änderung des Gesetzes über die Hundehaltung. Die letzte Stellungnahme ist am 26. September 2011 eingegangen und stammte von der «Schweizer Liga gegen Vivisektion».

Zur Vernehmlassung wurden von den kantonalen Instanzen, den Gemeinden, Verbänden und politischen Parteien (die Vernehmlassungsteilnehmer) insgesamt 34 Antworten eingereicht.

Die Bestimmungen zur Hundehaltung im Gesetzesvorentwurf gaben Anlass zu zahlreichen Bemerkungen. Dabei ging es im Wesentlichen um Grundsatzfragen zur Aufgabenteilung einerseits zwischen dem für das Veterinärwesen zuständigen Amt und den Oberamtspersonen andererseits auch bezüglich der Gemeinden. Im Übrigen wurden vor Kurzem weitere Überlegungen zu steuerlichen und strafrechtlichen Aspekten des HHG vorgebracht. Unter diesen Umständen wurde beschlossen, die Revision des HHG in einem separaten Entwurf zu behandeln; sie wird wahrscheinlich ins Projekt zur Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden aufgenommen werden. Die problematischen Aspekte bei der Aufteilung gewisser Aufgaben im Bereich Hundesteuer werden in der Zwischenzeit grundsätzlich durch interne Weisungen geregelt.

Was die Ausführung der eidgenössischen Tierschutzgesetzgebung betrifft, um die es in dieser Botschaft geht, so hat es sich gezeigt, dass eine Mehrheit der Vernehmlassungsteilnehmer mit den wichtigsten Punkten der Revision einverstanden ist.

Die Bemerkungen betrafen im Wesentlichen die Möglichkeit, dass private Organisationen oder Firmen Aufgaben im Zusammenhang mit dem Tierschutz wahrnehmen, und die entsprechenden Rechtsmittel. Auch die Frage der Zusammensetzung der Kommission für Tierversuche wurde zur Sprache gebracht. Eine weitere Frage betraf die Art und Weise, wie die vom Bundesrecht geforderte Fachstelle die Mitarbeit der Gemeinden anfordern kann.

Bei den übrigen Bemerkungen ging es im Wesentlichen um Formulierungen oder Details. In einigen Fällen wurde auch vorgeschlagen, neue Bestimmungen hinzuzufügen. Diese Bemerkungen wurden berücksichtigt, wenn sie sich harmonisch in den Entwurf einfügen liessen oder ihn verbesserten.

5. KOMMENTAR ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN DES GESETZESENTWURFS

Artikel 1

Zu Artikel 1 Abs. 1 und 2 braucht es keinen besonderen Kommentar. Es sei höchstens daran erinnert, dass das Bundesgesetz insbesondere zum Ziel hat, den Tieren Schmerzen und Leiden aufgrund von Tierquälerei zu ersparen, und es somit nur um Tiere geht, die tatsächlich Schmerzen und Leid empfinden können bzw. von denen man weiss, dass sie dazu fähig sind.

Was Absatz 3 betrifft, so sei lediglich erwähnt, dass das Gesetz über die Hundehaltung nicht den Schutz der Hunde, sondern vielmehr jenen des Menschen zum Ziel hat. Es handelt sich um ein Gesetz zur Sicherstellung der öffentlichen Sicherheit. Da die Zielsetzungen der Tierschutzgesetzgebung jedoch gelegentlich mit den Zielen bestimmter Gesetzesentwürfe im Bereich Hundehaltung vermischt wurden, scheint es sinnvoll, in diesem Gesetz ausdrücklich den Vorbehalt der kantonalen Gesetzgebung über die Hundehaltung anzubringen.

Dasselbe wird aus den gleichen Gründen grundsätzlich auch für das Ausführungsreglement der Fall sein.

Artikel 2

Das geltende System (vgl. Art. 1 AGTSchG) sieht vor, dass der Staatsrat, die für den Tierschutz zuständige Direktion (die Direktion), das Veterinäramt (N. B. heute: Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (LSVW)), die kantonale Tierversuchskommission und die Oberamtspersonen für den Vollzug der Bundesgesetzgebung über den Tierschutz zuständig sind.

Als Vollzugsorgane behält der Entwurf den Staatsrat bei (Abs. 1 Bst. a) sowie die Direktion (Abs. 1 Bst. b), die Kantonstierärztin oder den Kantonstierarzt (Abs. 1 Bst. c), die oder der für die vom Bundesrecht vorgesehene kantonale Fachstelle (Abs. 1 Bst. d) verantwortlich sein muss (Art. 5 Abs. 1), und die Kommission für Tierversuche (Abs. 1 Bst. e). Was die Oberamtspersonen betrifft, so wird vorgeschlagen, sie von den Vollzugsaufgaben im Bereich Tierschutz, die sie gegenwärtig innehaben, zu entlasten. So können sie sich bürgernahen Aufgaben widmen, die einen direkteren Bezug zur Entwicklung ihres Bezirks haben. Sie können jedoch, wie im Übrigen auch die Gemeinden und andere Verwaltungseinheiten des Staates, dazu aufgefordert werden, mit der Fachstelle zusammenzuarbeiten (vgl. Art. 7).

Artikel 3

Die Tierschutzpolitik kann einen bedeutenden Einfluss haben, nicht nur auf die Landwirtschaftsbetriebe mit Nutztierhaltung, sondern auch auf zahlreiche weitere Wirtschaftssektoren. Vernehmlassungen, deren Thematik manchmal *a priori* ausschliesslich technisch erscheinen mag, haben oftmals eine politische Tragweite, denn sie können gewichtige oder sogar sehr gewichtige Folgen für zahlreiche Tätigkeitsbereiche nach sich ziehen. Unter diesen Umständen muss, wie im Übrigen auch in der Agrarpolitik (vgl. Art. 5 Bst. c des Landwirtschaftsgesetzes vom 3. Oktober 2006 – SGF 910.1), ausdrücklich vorgesehen werden, dass es in den Zuständigkeitsbereich des Staatsrats, und nicht in jenen der für den Tierschutz zuständigen Direktion oder der Fachstelle fällt, im Namen des Kantons zu solchen Fragen Stellung zu nehmen (Art. 3 Abs. 1 Bst. a).

Wie vom Bundesrecht vorgesehen, kann der Kanton privatrechtliche Organisationen oder Firmen für den Vollzug der eidgenössischen Tierschutzgesetzgebung beziehen (Art. 3 Abs. 1 Bst. b). Dies kann gegebenenfalls Kontrollaufgaben betreffen, Aufgaben, die gegenwärtig formell den Oberamtspersonen übertragen sind (Art. 3 des aktuellen AGTSchG), aber auch die Aufnahme und Betreuung von gefundenen oder beschlagnahmten Tieren (Tierheim, Hundepension, eventuell Unterkünfte für Nutztiere usw.).

Es muss dem Staatsrat obliegen, die Mitglieder der Kommission für Tierversuche zu ernennen und, falls nötig, im Rahmen des Bundesrechts die Aufgaben und Kompetenzen dieser Kommission und ihrer Mitglieder festzulegen (Art. 3 Abs. 1 Bst. c).

Auch wenn das Bundesrecht einen gewissen Rahmen betreffend die Gebührenerhebung durch die Kantone im Tierschutzbereich vorgibt, (vgl. Art. 219 der Tierschutzverordnung des Bundes; SR 455.1), muss dieser je nach Fall namentlich durch die kantonale Politik in diesem Bereich präzisiert werden; dieser Gegenstand wird in Artikel 3 Abs. 1 Bst. d behandelt.

Artikel 4

Es obliegt der für den Tierschutz zuständigen Direktion, die Aufsicht über die Anwendung der Gesetzgebung im Tierschutzbereich auszuüben. Da die Kantonstierärztin oder der Kantonstierarzt ihr unterstellt ist, kann sie diese Aufsicht nicht nur anhand von Berichten oder Kontrollen, sondern auch über verwaltungsinterne Beschwerdeverfahren oder Weisungen ausüben (Art. 4 Abs. 1).

Insofern als, durch Artikel 7 Abs. 1 des Gesetzes über die Lebensmittelsicherheit (s. unten), der Kantonstierarzt in einer Verwaltungseinheit integriert ist, die namentlich seine und die Kompetenzen des Kantonschemikers bündelt, muss auch die Fachstelle, deren Verantwortung er innehat, darin integriert werden. Die Behörde, die diesen beiden Einheiten hierarchisch übergeordnet ist, sorgt namentlich für die vom Gesetz über die Lebensmittelsicherheit gewollte Koordination ihrer Tätigkeiten. Es ist angebracht, dass diese Aufgabe der Direktion ausdrücklich aus dem Gesetz hervorgeht (Art. 4 Abs. 2).

Zu Absatz 3 braucht es keinen besonderen Kommentar.

Artikel 5

Im Bereich Tierschutz verlangt das Bundesrecht, dass die Kantone eine Fachstelle unter der Verantwortung der Kantonstierärztin oder des Kantonstierarztes errichten (Art. 33 TSchG).

Artikel 7 Abs. 1 des Gesetzes vom 13. Juni 2007 über die Lebensmittelsicherheit (SGF 821.30.1) sieht Folgendes vor: «Die Personen, die die Funktionen des Kantonschemikers und des Kantonstierarztes ausüben, werden in die Dienststelle integriert. Sie führen die Aufgaben aus, die sie auf Grund der Bundesgesetzgebung auf ihrem jeweiligen Gebiet haben [...]». Die erwähnte Dienststelle ist gemäss Artikel 6 Abs. 1 des Gesetzes vom 13. Juni 2007 über die Lebensmittelsicherheit die *Verwaltungseinheit, die mit sämtlichen Tätigkeiten der staatlichen Lebensmittelkontrolle beauftragt ist*.

Daraus folgt, dass die vom Bundesrecht verlangte Fachstelle in die oben genannte Verwaltungseinheit (heute: Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen) integriert werden muss, wie dies im Übrigen seit der Verab-

schiedung des Gesetzes über die Lebensmittelsicherheit der Fall ist. Aus Gründen der Transparenz muss dieses Ordnungsprinzip im vorliegenden Gesetz erwähnt werden.

Artikel 6

Hier geht es um den Vollzug von Artikel 34 TSchG. Die kantonale Tierversuchskommission muss unabhängig von der entscheidenden Instanz sein und die Tierschutzorganisationen müssen darin angemessen vertreten sein; so will es das Bundesrecht und der Gesetzesentwurf wiederholt diese Forderung. Der Gesetzesentwurf legt fest, dass 7 bis 9 Fachpersonen der Kommission angehören sollen; diese Fachpersonen müssen insbesondere, aber nicht ausschliesslich, aus der Wissenschaft stammen.

Artikel 7

Der Gesetzesentwurf konzentriert die Zuständigkeiten und Pflichten im Bereich Tierschutz, wie vom Bundesrecht gefordert, bei der Fachstelle. Da es für diese Stelle jedoch ohne einen starken Anstieg des Personalbestands nicht möglich ist, stets vor Ort zu sein, ist es angebracht, im Gesetz die Möglichkeit vorzusehen, dass der Staatsrat in einem Reglement die Formen und Bedingungen der Zusammenarbeit der Fachstelle mit den Gemeinden, Oberamtspersonen und (übrigen) Verwaltungseinheiten des Staates vorsehen kann.

Damit schneller eingeschritten werden kann, wird zugleich vorgeschlagen, dass der Staatsrat die Fachstelle ermächtigen kann, direkt, d.h. ohne den Weg über eine Gerichtsbehörde, die Hilfe der Kantonspolizei anzufordern.

Artikel 8

In diesem Artikel wird lediglich die Behörde festgelegt, die für den Abschluss von Zielvereinbarungen mit dem Bund zuständig ist. Es wird vorgeschlagen, dass der Staatsrat dafür zuständig ist.

Artikel 9

Oft kommt es vor, dass den zuständigen Dienststellen des Staates verletzte (zum Beispiel aufgrund eines Verkehrsunfalls) oder kranke Wildtiere gemeldet werden. Es ist wichtig und im Sinne der Bundesgesetzgebung, dass der Staat die Nachsuche dieser Tiere fördern kann, um ihnen wenn möglich nicht nur vermeidbare Leiden zu ersparen, sondern insbesondere auch, um die Verbreitung von allfälligen Tierseuchen zu verhindern, wenn es sich um kranke Tiere handelt. Die aufgrund eines Verkehrsunfalls verletzten Tiere könnten beispielsweise nachgesucht werden, indem im Einzelfall ein Schweisshundeführer mit der Nachsuche beauftragt wird.

Artikel 10

Aus Gründen der Effizienz und der Transparenz soll die Fachstelle dazu ermächtigt werden, die Daten von im Kanton wohnhaften Tierhalterinnen und Tierhaltern zu bearbeiten. Dies muss selbstverständlich in Übereinstimmung mit der Gesetzgebung über den Datenschutz erfolgen.

Artikel 11

Artikel 11 Abs. 1 sieht das übliche Rechtsmittelsystem des VRG vor. Das heisst, auch wenn Artikel 116 Abs. 1 des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege (VRG;

SGF 150.1) relativ umfassend zu verstehen ist (Verwendung des Begriffs der Dienststelle anstelle der unterstehenden Verwaltungseinheit), dass die von der Fachstelle getroffenen Entscheide weiterhin direkt bei der Direktion angefochten werden können.

Artikel 11 Abs. 2 *in fine* sieht ein in Bezug auf das VRG besonderes Rechtsmittel vor betreffend die Einspracheentscheide, die im Bereich der Gebühren von (privaten) Organisationen oder Firmen erlassen werden könnten. Diese werden zunächst mit Beschwerde an die zuständige Direktion angefochten. Dieses Vorgehen erlaubt der Direktion eine Kontrolle über die allfälligen Gebühren, die durch die (privaten) Organisationen oder Firmen erhoben werden.

Artikel 12, 13 und 14

Zu diesen Artikeln braucht es keinen besonderen Kommentar.

Artikel 15

Artikel 15 schlägt Änderungen des Landwirtschaftsgesetzes (LandwG) vor.

Artikel 39a (neu) LandwG

In seinem vierjährigen Landwirtschaftsbericht 2009 hatte der Staat Freiburg namentlich folgende Ziele für die Bienenhaltung hervorgehoben:

- a) vermehrte Information über die Bekämpfung von Bienenkrankheiten, damit die Verluste durch Bienenschädlinge vermindert werden können;
- b) Aufrechterhalten der Bemühungen in den Bereichen Ausbildung und Information in Zusammenarbeit mit den Imkerorganisationen und
- c) Verbesserung der Ausbildung von Imkern, die diese Tätigkeit in ihrer Freizeit ausüben. Die verstärkte Bekämpfung der Bienenkrankheiten durch eine bessere Ausbildung und durch die Überwachung des Gesundheitszustands der Bienenstände ist eine der vom Kanton festgelegten Prioritäten im Bereich Imkerei.

Die Problematik des Bienensterbens ist äusserst besorgniserregend. Der vorgeschlagene Artikel wird es dem Staat erlauben, Initiativen zum Schutz, Erhalt oder zur Förderung von Bienenvölkern zu unterstützen. Die Unterstützung, von der in Artikel 39a des Entwurfs die Rede ist, könnte einerseits in Form von Finanzhilfen, die über den Voranschlag gewährt werden, oder andererseits von Fall zu Fall durch logistische Unterstützungen durch gewisse Verwaltungseinheiten des Staates stattfinden.

Artikel 39b (neu) LandwG

Um eine genetische Vermischung durch unerwünschte Männchen zu verhindern und so die reinrassige Bienenzucht zu fördern, soll die Befruchtung zwischen

Königinnen und Drohnen aus einer strengen Selektion bevorzugt werden. Die Bienenzüchterinnen und Bienenzüchter müssen daher die Belegstationen in einem Gebiet aufstellen, in dem es keine Bienenstände gibt, wenn möglich erhöht und durch natürliche Hindernisse wie einem See, einem Wald oder Bergen abgegrenzt.

Das Schutzgebiet, in dem die Wanderimkerei und die Ansiedlung von Bienenvölkern gänzlich verboten werden, wird von der für die Landwirtschaft zuständigen Direktion festgelegt.

6. FINANZIELLE UND PERSONELLE AUSWIRKUNGEN

Der Gesetzesentwurf zieht keine besonderen finanziellen Auswirkungen nach sich. Finanzielle Mittel werden nur punktuell eingesetzt, um die Umsetzung der Ziele nach Artikel 9 des Entwurfs (Nachsuchen von verletzten oder kranken Wildtieren) und nach Artikel 39a des Landwirtschaftsgesetzes (Schutz, Erhalt und Förderung von Bienenvölkern) zu begünstigen.

Er hat im Übrigen keine Auswirkungen auf den Personalbestand, da die betroffene Fachstelle bereits über genügend Personal verfügt, um die verschiedenen ihr im Bereich Tierschutz auferlegten Aufgaben erfolgreich wahrzunehmen.

7. EINFLUSS DES ENTWURFS AUF DIE AUFGABENTEILUNG ZWISCHEN KANTON UND GEMEINDEN

Dieser Gesetzesentwurf hat keinen wesentlichen Einfluss auf die gegenwärtige Aufgabenteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden.

8. DIE ÜBEREINSTIMMUNG MIT DEM BUNDESRECHT UND DIE EUROPA-VERTRÄGLICHKEIT DES ENTWURFS

Die Änderungen oder Anpassungen, die dieser Entwurf nach sich zieht, sind bundesrechtskonform.

Dieser Gesetzesentwurf ist im Übrigen mit dem Europarecht vereinbar.

9. NACHHALTIGE ENTWICKLUNG

Dieser Entwurf wendet ein Bundesgesetz an, das unter Berücksichtigung der Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung verfasst wurde.

Loi

du

sur la protection des animaux (LCPA)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur la protection des animaux (LPA);
Vu l'ordonnance fédérale du 23 avril 2008 sur la protection des animaux (OPAn);
Vu la loi du 13 juin 2007 sur la sécurité alimentaire;
Vu le message du Conseil d'Etat du 13 décembre 2011;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1 But et champ d'application

¹ La présente loi a pour but la mise en œuvre de la législation fédérale sur la protection des animaux.

² Son champ d'application correspond à celui qui est défini par la législation fédérale sur la protection des animaux.

³ Les dispositions légales concernant la détention des chiens demeurent toutefois réservées.

Art. 2 Organes d'exécution

Les organes chargés de l'exécution de la législation fédérale sur la protection des animaux sont:

- a) le Conseil d'Etat;
- b) la Direction dont relève la protection des animaux (ci-après: la Direction);
- c) le ou la vétérinaire cantonal-e;

Tierschutzgesetz (kTSchG)

vom

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Tierschutzgesetz des Bundes vom 16. Dezember 2005 (TSchG);
gestützt auf die Tierschutzverordnung des Bundes vom 23. April 2008 (TSchV);
gestützt auf das Gesetz vom 13. Juni 2007 über die Lebensmittelsicherheit;
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 13. Dezember 2011;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1 Zweck und Geltungsbereich

¹ Zweck dieses Gesetzes ist die Umsetzung der Tierschutzgesetzgebung des Bundes.

² Sein Geltungsbereich entspricht demjenigen, der durch die Tierschutzgesetzgebung des Bundes definiert wurde.

³ Die gesetzlichen Bestimmungen zur Hundehaltung bleiben jedoch vorbehalten.

Art. 2 Vollzugsorgane

Folgende Organe sind mit dem Vollzug der eidgenössischen Tierschutzgesetzgebung beauftragt:

- a) der Staatsrat;
- b) die für den Tierschutz zuständige Direktion (die Direktion);
- c) die Kantonstierärztin oder der Kantonstierarzt;

- d) le service cantonal spécialisé prévu par le droit fédéral (ci-après: le service spécialisé);
- e) la Commission pour l'expérimentation animale.

Art. 3 Conseil d'Etat

¹ Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes:

- a) il se détermine sur les questions politiques de protection des animaux, notamment lors des procédures de consultation de la Confédération;
- b) il peut décider d'associer ou de créer, conformément à l'article 38 LPA, des organisations ou des entreprises en vue de l'exécution de la législation fédérale;
- c) il nomme les membres de la Commission pour l'expérimentation animale et précise leurs tâches et compétences;
- d) il arrête un tarif des émoluments dans le cadre prévu par le droit fédéral.

² S'il décide d'associer ou de créer des organisations ou des entreprises en vue de l'exécution de la législation fédérale, le Conseil d'Etat peut leur octroyer le pouvoir de facturer des émoluments pour leurs activités.

Art. 4 Direction

¹ La Direction exerce la surveillance de l'application de la présente loi et de la législation fédérale sur la protection des animaux.

² Elle veille en particulier à ce que les activités exercées au sein de l'unité administrative prévue à l'article 6 de la loi du 13 juin 2007 sur la sécurité alimentaire soient coordonnées avec celles qui sont afférentes à la protection des animaux; elle peut donner des instructions à cet effet.

³ Elle remplit les tâches qui lui sont expressément attribuées par la législation cantonale.

Art. 5 Service spécialisé

¹ Le service spécialisé, placé sous la responsabilité du ou de la vétérinaire cantonal-e, est intégré à l'unité administrative prévue à l'article 6 de la loi du 13 juin 2007 sur la sécurité alimentaire.

² Il prend toutes les décisions et mesures qui ne sont pas expressément attribuées à une autre autorité par les législations fédérale et cantonale.

- d) die im Bundesrecht vorgesehene kantonale Fachstelle (die Fachstelle);
- e) die Kommission für Tierversuche.

Art. 3 Staatsrat

¹ Der Staatsrat hat folgende Zuständigkeiten:

- a) er nimmt Stellung zu politischen Fragen zum Tierschutz, namentlich im Rahmen von eidgenössischen Vernehmlassungsverfahren;
- b) er kann nach Artikel 38 TSchG Organisationen oder Firmen für den Vollzug der Bundesgesetzgebung beiziehen oder schaffen;
- c) er ernennt die Mitglieder der Tierversuchskommission und legt deren Aufgaben und Kompetenzen fest;
- d) er bestimmt einen Gebührentarif innerhalb des vom Bundesrecht vorgesehenen Rahmens.

² Zieht er Organisationen oder Firmen für den Vollzug der Bundesgesetzgebung bei oder schafft er solche, so kann der Staatsrat ihnen die Befugnis erteilen, für ihre Tätigkeit Gebühren in Rechnung zu stellen.

Art. 4 Direktion

¹ Die Direktion übt die Aufsicht über die Anwendung dieses Gesetzes und der eidgenössischen Tierschutzgesetzgebung aus.

² Sie sorgt insbesondere dafür, dass die Tätigkeiten, die innerhalb der Verwaltungseinheit nach Artikel 6 des Gesetzes vom 13. Juni 2007 über die Lebensmittelsicherheit ausgeübt werden, mit denjenigen des Tierschutzes koordiniert sind; sie kann zu diesem Zweck Weisungen erteilen.

³ Sie erfüllt die Aufgaben, die ihr ausdrücklich von der kantonalen Gesetzgebung auferlegt werden.

Art. 5 Fachstelle

¹ Die Fachstelle wird unter die Verantwortung der Kantonstierärztin oder des Kantonstierarztes gestellt und in die Verwaltungseinheit nach Artikel 6 des Gesetzes vom 13. Juni 2007 über die Lebensmittelsicherheit eingegliedert.

² Sie trifft alle Entscheide und ergreift alle Massnahmen, die von der Gesetzgebung des Bundes und des Kantons nicht ausdrücklich einer andern Behörde übertragen werden.

Art. 6 Commission pour l'expérimentation animale

¹ Une Commission pour l'expérimentation animale (ci-après: la Commission), indépendante de l'administration, est instituée.

² Cette Commission est composée de sept à neuf spécialistes, notamment issus du monde scientifique, et les organisations cantonales de protection des animaux y sont équitablement représentées.

Art. 7 Collaboration

a) Communes et unités administratives de l'Etat

¹ Pour des tâches d'exécution et de contrôle, le service spécialisé peut faire appel aux communes, aux préfets et à des unités administratives de l'Etat. La réquisition s'exécute selon les formes et modalités déterminées par le Conseil d'Etat.

² Le Conseil d'Etat peut habiliter le service spécialisé à requérir directement la Police cantonale.

Art. 8 b) Confédération

Le Conseil d'Etat est compétent pour conclure avec la Confédération les conventions d'objectifs mentionnées à l'article 37 LPA.

Art. 9 Recherche d'animaux sauvages blessés ou malades

L'Etat peut soutenir les activités dont le but est la recherche d'animaux sauvages blessés ou malades.

Art. 10 Traitement des données

¹ Le service spécialisé est en droit de traiter les données personnelles des détenteurs et détentrices d'animaux domiciliés dans le canton.

² Il n'est autorisé à le faire que dans la mesure où ces données sont nécessaires à l'accomplissement de ses tâches et ne sont pas utilisées à d'autres fins que la mise en œuvre de la législation sur la protection des animaux.

³ La législation sur la protection des données est applicable.

Art. 11 Voies de droit

¹ Les voies de droit liées aux décisions prises en application de la présente loi sont régies par le code de procédure et de juridiction administrative.

Art. 6 Kommission für Tierversuche

¹ Es wird eine von der Verwaltung unabhängige Kommission für Tierversuche (die Kommission) bestellt.

² Diese Kommission setzt sich aus sieben bis neun Fachpersonen insbesondere aus der Wissenschaft zusammen, und die kantonalen Tierschutzorganisationen müssen darin angemessen vertreten sein.

Art. 7 Zusammenarbeit

a) Gemeinden und Verwaltungseinheiten des Staates

¹ Die Fachstelle kann für Vollzugs- und Kontrollaufgaben die Gemeinden, die Oberamtspersonen und die Verwaltungseinheiten des Staates beiziehen. Dabei wird nach den vom Staatsrat festgelegten Formen und Bedingungen vorgegangen.

² Der Staatsrat kann die Fachstelle ermächtigen, direkt die Kantonspolizei anzufordern.

Art. 8 b) Bund

Der Staatsrat ist befugt, mit dem Bund Zielvereinbarungen gemäss Artikel 37 TSchG abzuschliessen.

Art. 9 Nachsuchen von verletzten oder kranken Wildtieren

Der Staat kann Tätigkeiten unterstützen, deren Ziel die Nachsuche von verletzten oder kranken Wildtieren ist.

Art. 10 Datenbearbeitung

¹ Die Fachstelle ist berechtigt, die Personendaten der im Kanton wohnhaften Tierhalterinnen und Tierhalter zu bearbeiten.

² Dies gilt nur, sofern diese Daten für die Erfüllung der Aufgaben der Fachstelle notwendig sind und nicht für andere Zwecke als die Umsetzung der Tierschutzgesetzgebung verwendet werden.

³ Es gilt die Gesetzgebung über den Datenschutz.

Art. 11 Rechtsmittel

¹ Die Rechtsmittel im Zusammenhang mit den in Anwendung dieses Gesetzes getroffenen Entscheiden werden im Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege geregelt.

² L'article 148 dudit code est applicable à la fixation du montant des frais de procédure; la décision sur réclamation est alors dans tous les cas sujette à recours auprès de la Direction, y compris si elle émane d'une organisation ou d'une entreprise de droit privé.

Art. 12 Dispositions pénales
a) Poursuite et jugement

La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

Art. 13 b) Communications et notifications

Les jugements et autres prononcés pénaux concernant les infractions aux prescriptions de la législation sur la protection des animaux doivent être communiqués au service spécialisé et aux autorités désignées par le droit fédéral.

Art. 14 Abrogation

La loi du 17 septembre 1986 d'application de la législation fédérale sur la protection des animaux (RSF 725.1) est abrogée.

Art. 15 Modification

La loi du 3 octobre 2006 sur l'agriculture (LAgr) (RSF 910.1) est modifiée comme il suit:

Art. 39a (nouveau) Apiculture
a) Protection des colonies d'abeilles

L'Etat peut soutenir les activités dont le but est la sauvegarde, le maintien ou la promotion des colonies d'abeilles.

Art. 39b (nouveau) b) Sélection zootechnique

¹ L'Etat veille à l'établissement de conditions optimales pour la sélection zootechnique des abeilles, dans le but principal d'éviter des contaminations génétiques.

² La Direction [*des institutions, de l'agriculture et des forêts*] définit les stations de fécondation et les périmètres protégés où le séjour et la transhumance des colonies d'abeilles sont interdits.

² Um die Höhe der Verfahrenskosten festzusetzen, wird Artikel 148 des erwähnten Gesetzes angewendet; der Einspracheentscheid ist immer mit Beschwerde an die Direktion anfechtbar, auch wenn er von einer privatrechtlichen Organisation oder Firma stammt.

Art. 12 Strafbestimmungen
a) Verfolgung und Beurteilung

Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

Art. 13 b) Mitteilungen und Eröffnungen

Urteile und andere Strafverfügungen über Widerhandlungen gegen die Vorschriften der Tierschutzgesetzgebung müssen der Fachstelle und den im Bundesrecht bezeichneten Behörden mitgeteilt werden.

Art. 14 Aufhebung bisherigen Rechts

Das Ausführungsgesetz vom 17. September 1986 zur Bundesgesetzgebung über den Tierschutz (SGF 725.1) wird aufgehoben.

Art. 15 Änderung bisherigen Rechts

Das Landwirtschaftsgesetz vom 3. Oktober 2006 (LandwG) (SGF 910.1) wird wie folgt geändert:

Art. 39a (neu) Imkerei
a) Schutz der Bienenvölker

Der Staat kann Tätigkeiten unterstützen, deren Ziel der Schutz, der Erhalt oder die Förderung von Bienenvölkern ist.

Art. 39b (neu) b) Züchterische Selektion

¹ Der Staat sorgt für die Schaffung optimaler Voraussetzungen für die züchterische Selektion der Bienen mit dem Hauptziel, genetische Vermischung zu verhindern.

² Die Direktion [*der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft*] legt die Belegstationen und die Schutzgebiete fest, in denen der Aufenthalt und die Wanderimkerei von Bienenvölkern verboten sind.

Art. 16 Entrée en vigueur et referendum

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Art. 16

¹ Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.